



SYNTHESE DES TRAVAUX SUR LES MODALITES TARIFAIRES DES RACCORDEMENTS FINALS DES RESEAUX EN FIBRE OPTIQUE JUSQU'À L'ABONNÉ

12 janvier 2023-13 février 2023

Contact NATHD : Monsieur Gabriel GOUDY, Directeur Général, 5 Place Jean Jaurès – BP 40001, 33024 BORDEAUX Cedex

NATHD a pris connaissance de cette synthèse qui intervient deux ans après sa contribution à la précédente consultation aux termes de laquelle la SPL faisait part des déséquilibres économiques existants sur le sujet.

A date, près d'un demi-million de prises sont en exploitation sur nos 7 départements.

Depuis deux ans, 150 000 nouveaux raccordements ont été réalisés ce qui permet d'une part un retour d'expérience pertinent et d'autre part de relever que les points soulevés à l'époque n'ont toujours pas trouvés solutions.

Ainsi, les priorités de nos collectivités actionnaires n'ont pas changées à savoir la réalisation, à un tarif équilibré avec les charges, de raccordements de qualité effectués en toute sécurité pour les intervenants.

En revanche la charge financière globale supportée de manière anormale par le projet impose d'arriver à cet objectif d'équilibre rapidement avec le décommissionnement du cuivre qui a débuté.

1- Un déséquilibre financier dans le tarif du raccordement

Les 150 000 raccordements réalisés pendant ces deux ans sont toujours mis à disposition à un tarif inférieur à leurs coûts de revient entraînant *de facto* la nécessité de subventions publiques permanentes d'équilibre au bénéfice final et exclusif d'opérateurs privés.

- En effet, **le tarif moyen de réalisation d'un raccordement classique** (c'est-à-dire hors cout de génie civil ou de sur-longueur) **est de 350 €** que ce soit avec l'un des 3 prestataires imposés dans les faits (mode STOC) ou avec celui choisi selon une procédure publique (mode OI). A noter que ce tarif a vocation à augmenter avec l'inflation actuelle.
- **Alors que le tarif de mise à disposition des OC d'un raccordement s'élève actuellement par principe à 250€ dans les contrats d'accès de NATHD**, y compris pour les raccordements longs ou ceux avec génie civil.

Ainsi que déjà évoqué, ce dernier tarif s'est contractuellement imposé en raison :

- d'une part d'opérateurs commerciaux puissants sur le marché de la commercialisation des prises construites ne laissant aucune marge de négociation possible,
 - et d'autre part trouvant également sa source dans le modèle ARCEP tel qu'il résulte des lignes directrices *relatives à la tarification des réseaux d'initiative publique du 7 décembre 2015*.
- Aujourd'hui que les contrats d'accès entre les OI et les OC sont conclus sans possibilité de modification unilatérale des tarifs, la seule évolution possible pour aboutir à un juste équilibre des charges et recettes des raccordements, passe par une révision des lignes directrices de 2015 induisant une modification des contrats avec l'ensemble des OC ou structures financières dédiées afin de correspondre aux réalités économiques actuelles.

2- Les principaux coûts du raccordement

En 2015, il était prévu que :

- les RIP puissent bénéficier de l'ensemble des adductions des immeubles raccordés au cuivre via le contrat GCBLO,
- la réalisation de l'adduction des immeubles neufs soit assurée et notamment financée par un service universel pour le cuivre.

2.1 S'agissant du génie civil, ce dernier est aujourd'hui le principal poste de coût dans la vie du réseau et l'adduction en est une part non négligeable.

Dans les faits en ce qui concerne les logements raccordés au cuivre :

- certaines adductions cuivre semblent n'avoir aucun propriétaire et imposent une réparation ou reconstruction à nos frais,
- certaines adductions cuivre sont trop abimées et nécessitent une reconstruction,
- certains câbles cuivres ont été posés directement à même la terre rendant nécessaire la construction d'une nouvelle adduction.

➤ Ces charges si elles devaient peser intégralement sur l'OI pourraient légitimement questionner la justification du tarif du contrat GC BLO.

2.2 S'agissant de la réalisation des adductions pour les logements n'ayant jamais été raccordés au cuivre et ne pouvant bénéficier de ce raccordement du fait de la fin de l'attribution du Service Universel, le coût est important (aujourd'hui 30 demandes par mois en moyenne par département pour un cout moyen de 3700€ HT) et les recettes faibles.

➤ *Si une partie de ce coût peut être portée par les usagers au droit de leur terrain, aucun mécanisme de financement n'est à ce jour prévu en ce qui concerne les frais d'extension et de densification de réseau. Ce point est majeur dans l'optique du SU.*

A noter que ces travaux partiels sont nécessaires dans une logique d'intérêt général pour permettre à ce que 100% des usagers aient un accès à la fibre, mais aussi pour assurer un modèle économique équilibré par la commercialisation des prises en exploitations *in fine* adressées.

Il conviendra également de relever que ces compléments d'infrastructures complètent celles de l'opérateur historique, améliorent la valeur d'usage de ces dernières sans qu'il n'ait à participer financièrement.

➤ *Ces nouvelles charges pour NATHD, OI public, ne pourront être absorbées, comme le propose l'ARCEP, que par une augmentation des tarifs d'accès mais ce qui passe nécessairement par une révision des lignes directrices. A moins qu'un nouveau service universel de l'adduction finance cette partie.*

2.3 S'agissant du raccordement seul, la possibilité de laisser pour chaque opération de raccordement le choix discrétionnaire aux OC de le faire réaliser en mode OI pour des motifs « d'opportunité économique », sera de nature en pratique à augmenter le coût moyen de raccordement pour l'OI et accentuera ainsi le déséquilibre existant. En effet, seuls les raccordements à coût élevé seront concernés sans compter le manque de clarté supplémentaire pour les usagers et le rallongement des délais de réalisation.

3- La satisfaction des usagers

Certaines de nos zones arrières de PM sont ouvertes à la commercialisation depuis plus de 4 ans et pourtant le taux de commercialisation y plafonne à 50%.

Nous partageons l'avis de l'ARCEP sur le fait qu'avec le décommissionnement du cuivre « le raccordement effectif de tous les abonnés aux réseaux FttH constitue un enjeu majeur ».

Une des raisons de la réticence des usagers à souscrire une offre fibre alors même que le réseau cuivre est en passe d'être démonté, reste pour beaucoup la crainte de l'opération de raccordement. Cette opération pouvant être perçue naturellement comme intrusive, est encore plus anxiogène depuis que les problématiques de qualité du mode STOC sont rendues publiques.

Aussi, il conviendrait de faciliter l'adoption de cette technologie fibre. Ainsi, l'extinction du réseau cuivre ne pourra passer que par un vrai service public du raccordement permettant aux usagers les plus réticents d'accepter un raccordement de qualité.

De plus, avec un taux de pénétration plus important de la fibre auprès des usagers, les risques de coupure augmentent lorsqu'un technicien préférera débrancher une fibre pour réallouer la place. Aussi alors que le réseau fibre devient un élément essentiel du territoire, il est difficilement justifiable de laisser les opérations de churn sans contact avec le client à la main des OC. Cette opération doit rester à la main de l'OI.

4- La sécurité

Nous regrettons que le mot sécurité n'apparaisse qu'une seule fois dans la consultation alors même que c'est une question de premier plan générant de nombreuses procédures et documents en ce qui concerne les raccordements.